

# ONU : Israël doit renoncer aux armes nucléaires

Karim  
MOHSEN

13 décembre  
2014



Une résolution de l'ONU, votée au début du mois en cours, a été quasiment ignorée par les agences de presse et les grands médias internationaux.

Et pour cause ! Une fois n'est pas coutume, c'est le nucléaire israélien qui est ainsi pointé du doigt. Certes, on peut toujours arguer qu'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, n'est pas contraignante, il n'en reste pas moins que c'est de bon augure que la vraie communauté internationale dise non au nucléaire israélien.

Notons que la résolution a été adoptée par 161 pays sur les 193 composant l'ONU, 5 pays contre (dont certes Israël, les Etats-Unis et le Canada..) et 18 abstentions. Dans ses attendus, la résolution relève que l'Etat hébreu est le seul pays du Moyen-Orient qui n'a pas ratifié le TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires). Outre ce constat, la résolution onusienne prescrit à Israël de signer le traité « immédiatement et s'engager à ne plus produire d'armes nucléaires ». Israël devrait aussi renoncer aux armes qu'elle possède déjà.

Comme pour tous les pays qui disposent de sites nucléaires, Israël, doit soumettre ses installations au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Notons néanmoins ce fait insolite : en 2004, l'Egyptien Mohamed El Baradei, alors directeur de l'AIEA, interrogé pour savoir s'il va discuter avec les dirigeants israéliens de leurs sites nucléaires, a eu cette réponse étrange « cette question n'est pas au programme ». C'est dire la « puissance » d'Israël, pays sur le nucléaire duquel l'agence de l'ONU de surveillance des sites atomiques n'a pas droit de regard. C'est cependant Israël, pays qui s'est mis hors des lois régissant le nucléaire dans le monde, qui est le « fer de lance » de la guerre menée depuis dix ans contre la recherche nucléaire en Iran.

Un pays, contrairement à Israël, fréquemment inspecté par l'AIEA. La résolution, mettant en exergue le « risque de prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient », plaide pour l'établissement d'une zone sans armes nucléaires de destruction massive au Moyen-Orient. En fait, le danger de prolifération et de menace ne vient pas uniquement de l'Iran et de la Corée du Nord, sur la sellette de l'Occident depuis plusieurs années, mais aussi, surtout, de nations qui possèdent l'arme nucléaire comme les Etats-Unis, la France et Israël. Alors que l'arme atomique est censée être une arme dissuasive, des pays la détenant – notamment les Etats-Unis – n'ont pas écarté la possibilité de son utilisation. A plusieurs reprises, des dirigeants – y compris les présidents G.W. Bush et B. Obama – avaient affirmé que l'option de l'arme atomique contre l'Iran était sur la table. Israël, de son côté n'attend que le feu vert de Washington pour passer à l'action. Ainsi, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avant la chute de Moubarak, plaidait encore pour une lutte « déterminée » contre, selon lui, la « menace » nucléaire iranienne qui, selon lui, serait « prioritairement » le combat des « Arabes ». Or, il se trouve en fait qu'Israël est dans l'illégalité totale en matière de nucléaire : par rapport aux résolutions de l'ONU ; l'empêchement de l'AIEA d'inspecter les sites nucléaires israéliens ; vis-à-vis des traités et conventions internationaux sur le nucléaire (TNP, Ctbt etc...) qui engagent le monde entier...sauf Israël.

Aussi, la résolution votée par l'ONU à une écrasante majorité est positive, ne serait-ce que dans la perspective de remettre les choses à l'endroit, mais reste largement insuffisante, du fait de l'impuissance de l'ONU et parce que ses recommandations ne sont pas contraignantes contre le(s) pays au(x)quel(s) elle enjoint de respecter les

règles s'appliquant à la manipulation du nucléaire. Et Israël semble bien hors des lois s'appliquant au commun des Etats, du fait même que le pouvoir de décision appartient au Conseil de sécurité lequel est dominé par les Etats-Unis et deux pays occidentaux dotés du droit de veto. Seul pays au monde – à l'exclusion des pays officiellement détenteurs de l'arme atomique – à ne pas être contrôlé et inspecté sur ses activités nucléaires, Israël constitue un danger pour outre le Moyen-Orient, mais aussi le Maghreb.

L'ONU, les Etats-Unis veulent « dénucléariser » le Moyen-Orient, mais l'un et l'autre ne semblaient pas y inclure Israël, jusqu'à cette résolution votée par l'ONU, mais rejetée par les Etats-Unis. En fait, le désarmement ne sera crédible que le jour où la règle deviendra universelle et s'appliquera de la même manière aux grands et petits Etats, y compris les Etats-Unis et Israël. Nous en sommes encore loin. Très loin !

»» <http://french.irib.ir/component/k2/item/351670-onu-israël-doit-renonc...>